

Atelier dans le cadre du FSM 2016 :
Sécurité et souveraineté alimentaires en milieu rural : entre besoins et valeurs
Le 11 août 2016, à l'UQAM

Compte-rendu produit par Camille Arsenault-Héту, Cécile Collinge, Clara Dallaire-Fortier, Maude Desrosiers-Côté, Jessica Elie-Léonard et Fabien Loyer.

Trois initiatives en sécurité et souveraineté alimentaire ont été présentées :

1. Ann Lévesque et Pascal Morel, Alliance alimentaire Papineau
L'Alliance alimentaire Papineau a pour mission d'outiller la population pour mieux se nourrir afin de développer son autonomie alimentaire et son pouvoir d'agir. Basé à Ripon, l'organisme soutient le développement de cuisines et de jardins collectifs, facilite des groupes d'achat et offre des ateliers de formation sur l'alimentation et l'horticulture. L'Alliance a récemment démarré les projets Frigo Quiroule, un service de préparation et de distribution de repas et Villages nourriciers, qui encourage la plantation d'arbres et de plantes comestibles dans la Petite-Nation.
2. Claude Lussier, Coop Le Grenier Boréal
Le Grenier boréal a pour mission de fournir du travail à ses membres par la production, la récolte, la transformation et la mise en marché des produits et services dans le domaine de l'agriculture et de l'agroforesterie, dans le respect des principes de développement durable. La coopérative veut contribuer avec cette expertise agricole et agroforestière au développement social, économique et environnemental des communautés situées dans la MRC de Minganie.
3. Isabelle Bombardier et Isabelle Brunelle, La Carotte joyeuse
La carotte joyeuse est un projet de transformation alimentaire visant la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale sur le territoire de la MRC Nicolet-Yamaska par la mise en place de plateaux de travail en transformation alimentaire (insertion sociale et à l'emploi) et par la distribution des denrées transformées aux organismes en sécurité alimentaire (lutte à la pauvreté).

Comment mieux intervenir sur la sécurité et la souveraineté alimentaires en milieu rural?

Question #1 : Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire en milieu rural?

Lors des échanges au sein des trois tables rondes, les **facteurs géographiques et biophysiques** ont été mentionnés, tels que les aléas climatiques et les limites pédologiques et topographiques de certains sols (par exemple : acidité des sols puisque lorsqu'on quitte les basses terres du Saint-Laurent, les terres sont souvent plus acides et la qualité des sols se dégrade).

Les éléments liés au positionnement des populations en milieu rural ont été relevés comme centraux en ce qui concerne les causes de l'insécurité alimentaire. En effet, la distance, l'éloignement des populations et la faible densité démographique des milieux ruraux fragilisent leur position et entraînent diverses conséquences telles que le manque de services, de commerces et donc d'accès à la nourriture (on parle parfois de désert alimentaire). Certains participants ont mentionné le fait que les marchés sont excentrés des noyaux de populations rurales.

De plus, le **modèle agricole dominant** a également été remis en question par les participants et a même été pointé du doigt comme étant une cause importante de l'insécurité alimentaire en milieu rural. La spécialisation des productions (par exemple : maïs, soya) a entraîné une baisse de la souveraineté et de la sécurité alimentaires des populations puisque des denrées essentielles, produites par exemple par un producteur maraîcher, ont disparu de certaines régions du Québec. En outre, de plus en plus de producteurs agricoles produisent des denrées qu'ils ne peuvent consommer, fragilisant ainsi leur situation et entraînant une difficulté au niveau de la consommation locale de denrées alimentaires.

Le **positionnement politique** fut également soulevé par les participants puisqu'autant l'engagement individuel-citoyen est important afin de promouvoir la consommation d'aliments locaux, autant les prises de décisions politiques ne facilitent pas la mise en place de la sécurité et souveraineté alimentaires. Effectivement, selon les participants les divers accords de libre-échange (partenariat transpacifique, accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, etc.) entraînent une insécurité alimentaire des populations locales. La politique mise encore trop sur un modèle centralisé et industriel en agroalimentaire et n'encourage pas suffisamment des modèles alternatifs. De plus, à travers toutes les coupures dans les programmes publics, le financement des organismes œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire s'en trouve affecté. En outre, des éléments concernant une surabondance au chapitre de la réglementation et de la « paperasse » à remplir, autant pour les fermes, en lien avec la production, la transformation et la distribution, ont été soulevés. En ce qui concerne la distribution, les participants affirment que les épiceries ont également une responsabilité quant aux systèmes d'approvisionnement et qu'ils devraient davantage encourager les productions locales.

De plus, des éléments en lien avec la **perte des savoirs culinaires** ont été mentionnés (manque d'éducation liée à l'alimentation). En effet, les gens ont de moins en moins de potagers entraînant une diminution de leur autosuffisance alimentaire. Il importe alors de sensibiliser la

population aux anciennes pratiques. Les organismes, le monde politique et le simple citoyen ont un rôle à jouer dans cette sensibilisation.

Finalement, la **pauvreté en milieu rural** est un autre élément identifié par les participants et elle a directement été reliée à la disparité des salaires et aux prix parfois élevés des produits dans les milieux périphériques. Si les gens avaient des revenus adéquats, cela réduirait l'insécurité alimentaire, car le pouvoir d'achat serait plus grand.

Question #2 : Quels rôles jouent les communautés locales (élus; citoyens; associations) dans l'émergence d'initiatives en sécurité et souveraineté alimentaires?

Les acteurs

- Les communautés constituent un moteur incontournable des initiatives en sécurité et souveraineté alimentaires.
- Du côté des citoyens, il faut utiliser les ressources offertes. Les citoyens doivent se réapproprier leur sécurité et leur souveraineté alimentaires.
- Cela demande des citoyens passionnés, engagés et qui y mettent du temps.
- Ces initiatives impliquent de développer une culture de négociation, de partenariat, de collaboration, de concertation...qui n'est pas nécessairement présente au départ et qu'il peut être difficile d'instaurer.
- Les citoyens peuvent devenir eux-mêmes producteurs (par exemple : dans une école, les élèves produisent et développent leurs compétences entrepreneuriales).
- Selon un participant, il faut le faire sans attendre le gouvernement, il faut démarrer des initiatives de manière entrepreneuriale.
- Les élus sont également un levier incontournable : soit ils sont déjà convaincus (ce qui facilite les choses), soit il faut les convaincre (ce qui demande beaucoup d'énergie). Une initiative avait l'appui du préfet et cela a beaucoup favorisé les choses.
- Parmi les acteurs, il manque le palier régional. La perte des Conférences régionales des éluEs (CRÉ) est remarquée.
- Les partenaires institutionnels sont importants également et les communautés vivent des difficultés lorsque ces partenaires institutionnels disparaissent.
- Il faut trouver les moyens légaux et institutionnels qui vont favoriser ces initiatives.
- Les avis sont partagés sur le rôle de l'Union des producteurs agricoles (UPA), qui peut favoriser ou bloquer les initiatives.

La multifonctionnalité

- Une des forces est la multifonctionnalité des initiatives (par exemple : contribuer à l'alimentation de la communauté et à la réinsertion sociale des personnes).
- Dans la multifonctionnalité, c'est la mission sociale qui est primordiale.
- En fournissant du travail à des gens de la communauté, les initiatives en sécurité et souveraineté alimentaires permettent de sensibiliser un public plus large que les seuls citoyens concernés.

Le financement

- On a besoin d'un financement pour démarrer des projets, mais il faut faire son possible pour en sortir rapidement, pour devenir indépendant du financement (car, d'une part, le financement n'est pas garanti dans le temps et, d'autre part, il faut beaucoup s'investir pour l'obtenir – cela demande du temps de faire des demandes de subvention).
- Il y a un problème de pérennité du financement privé et public.
- Le financement, c'est un levier pour des milieux locaux dynamiques.

Autres sujets

- En région, le monopole dans la distribution alimentaire entraîne une restriction des produits distribués et une augmentation des prix.
- Il faut se réappropriier le système de proximité. Il y a besoin d'une reterritorialisation de l'alimentation.
- Les circuits courts, ça vient des citoyens.
- La population en général est de plus en plus conscientisée par rapport à l'alimentation.
- La classe moyenne ne voit pas l'insécurité alimentaire, car elle ne la vit pas.

Question #3 : Comment favoriser le maillage entre la production, la transformation, la distribution et la consommation afin d'améliorer la souveraineté et la sécurité alimentaire en milieu rural?

Dans la discussion, les participants portent une grande attention au maillage entre distribution et consommation. Sur ce plan, on adopte d'abord un consensus sur la volonté de favoriser la **production locale**. Pour ce faire, on souhaite supporter les petits producteurs tout en assurant l'accessibilité aux produits : **l'enjeu du prix** est au centre de cette équation. Les produits doivent être accessibles à tous : la consommation locale ne doit pas devenir un luxe. On propose des innovations comme l'utilisation des produits de deuxième qualité pour payer moins cher tout en mangeant sainement. Également, les producteurs d'ici doivent être en mesure de rivaliser avec les productions étrangères dont le prix est abaissé en saison haute et sont largement distribués en épicerie. On propose que des subventions gouvernementales soient octroyées ou que les grandes chaînes d'épicerie aient l'obligation de favoriser la vente de produits locaux.

Comprenant que l'alimentation locale interagit avec le réseau alimentaire global et les grandes entreprises, on cherche à **supporter les petits producteurs**. Pour ce faire, on propose une diversité de transformateurs et on mise sur le travail de collaboration pour faire concurrence aux grandes compagnies étrangères. D'autres mentionnent l'impact positif des marchés publics (avec des commandes virtuelles et physiques). L'intérêt d'une certaine décentralisation de la distribution (augmenter le pouvoir régional) ainsi que la mise en relation de plus petits distributeurs sont des éléments soulignés par différents points de discussion.

Pour le maillage plus large, **la communication** semble être au cœur de la solution afin que tous les intervenants travaillent ensemble. La communication permet de synchroniser les différentes initiatives et de favoriser leur viabilité, mais aussi **d'ancrer la production dans le territoire** en

tenant compte de ses spécificités sociales et environnementales. Cela nécessite un travail à long terme. On note l'importance de mettre en commun le travail des acteurs communautaires et ceux issus du milieu politique, mais aussi d'offrir des lieux de réseautage pour les différents intervenants, notamment par des **événements** tels que des forums. Afin de favoriser une participation élargie, il importe de miser sur des rencontres virtuelles en raison des distances à parcourir en milieu rural et ainsi minimiser le transport.

On propose enfin de favoriser l'intervention d'**intermédiaires** pour assurer cette communication. Plusieurs intervenants du milieu soulignaient l'importance des **paliers régionaux** et les difficultés associées à la perte récente des CRÉ. Pour eux, ce palier régional est essentiel puisqu'il permet la liaison entre les différentes MRC d'un territoire ainsi qu'une distribution locale plus efficace. Ces paliers régionaux étant capables de mettre en relation une diversité d'acteurs et d'outils intervenant à une échelle intermédiaire qui ne soit ni trop macro (comme les grandes orientations ministérielles), ni trop micro (à l'échelle d'une seule MRC, par exemple).

Vous avez une idée ou une suggestion pour la suite? Un projet ou une expérience à partager? Écrivez-nous :

caroline.dufresne@tiess.ca

doyon.melanie@ugam.ca